

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 23 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEROMEDI CARRIERES

« Jussy »
58220 CIEZ

Références : 220774
Code AIOT : 0005400359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement DEROMEDI CARRIERES, implanté au lieu-dit « Jussy » - 58220 CIEZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEROMEDI CARRIERES
- « Jussy » - 58220 CIEZ
- Code AIOT : 0005400359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 1999. Ce site fait partie des quatre carrières formant « Les carrières de Jussy » situées sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Pollution atmosphérique – Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 29	/	Sans objet
4	Pollution atmosphérique – Traitement	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 30	/	Sans objet
6	Pollution atmosphérique – Contrôle et suivi des émissions	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 32	/	Sans objet
7	Prévention des nuisances par le bruit – Bruit	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 33.1	/	Sans objet
8	Prévention des nuisances par le bruit – Bruit	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 33.2	/	Sans objet
12	Bornage	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 13	/	Sans objet
14	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 35	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 3	/	Sans objet
2	Pollution atmosphérique – Transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 28	/	Sans objet
5	Pollution atmosphérique – Normes de rejets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 31	/	Sans objet
9	Prévention des nuisances par le bruit – Vibration	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 34.1	/	Sans objet
10	Prévention des nuisances par le bruit – Vibration	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 34.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 38	/	Sans objet
13	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations doivent encore être faites concernant la prévention des pollutions atmosphériques et des nuisances sonores. Les nuisances sonores étant d'ailleurs régulièrement un sujet de plainte des riverains.
Le bornage du site doit être refait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 3
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2910 - A : Installation de combustion de gaz. Capacité autorisée : 7.2 MW Régime : Déclaration
<p>Constats : L'exploitant a fait connaître à l'inspection le 30 mars 2022 via un porter-à-connaissance la remise en service de leur cuve de GPL inertée en 2015. Cette demande fait suite à la forte augmentation de prix du gaz naturel liquéfié, utilisé par la société depuis 2015.</p> <p>Avant sa remise en service, la cuve de GPL a subi une requalification périodique par l'Apave le 24/03/2022. Le procès-verbal de l'organisme habilité (OH) conclut à une requalification périodique prononcée.</p> <p>Un certificat de remise en service de la société Energie Service du 06/04/2022 a été fourni à l'inspection. Ce certificat indique que la remise en service de la station GPL implique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la requalification périodique par un OH, - changement de tous les accessoires de sécurité, - nettoyage intérieur et extérieur de l'ensemble, - remise en peinture de l'ensemble, - gazage et contrôle de l'étanchéité, - réglage et essais de l'installation. <p>De plus, par un porter-à-connaissance du 1^{er} août 2022, la société DEROMEDI fait savoir à l'inspection son projet d'installation d'un groupe électrogène d'une puissance combustible maximale de 2 085 kW PCI.</p> <p>Ce groupe électrogène sera alimenté par la cuve de GPL remise en service et permettra de couvrir environ 50 % des besoins en électricité de l'installation. Ce groupe électrogène fonctionne en cogénération, ce qui permet la valorisation par canalisation des gaz d'échappements issus de la combustion de la colonne de séchage.</p> <p>L'ajout de cette installation porte la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion de la société DEROMEDI à 9,3 MW.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/12/1999 autorise la société DEROMEDI au titre de la rubrique 2910-A soumise à déclaration.</p> <p>Au jour de l'inspection, la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement 2910 - A se décline en deux sous-rubriques selon la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) <p>Ainsi, la société DEROMEDI est désormais autorisée au titre de la rubrique 2910 - A.2, soumise à déclaration avec contrôle (DC).</p> <p>Cette rubrique est réglementée par l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.</p> <p>L'exploitant doit veiller à toujours être conforme à cet arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pollution atmosphérique – Transport des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 28
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : À l'intérieur du site de l'exploitation, les matériaux sont acheminés du lieu d'extraction jusqu'aux installations de traitement ou de stockage : - par tapis transporteurs, - par engins lourds. Les pistes empruntées par ces engins sont entretenues en bon état et arrosées en période sèche.
Constats : Le jour de l'inspection, les pistes de circulation sont en bon état et entretenues
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution atmosphérique – Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 29
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières : - les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux doivent être, soit abattues par pulvérisation d'eau, soit captées et épurées, - la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3 m, - la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
Constats : La plupart des installations sont capotées afin de limiter les émissions sonores et les poussières. La hauteur de chute des matériaux sur les tas de stockage est parfois supérieure à 3 m. L'exploitant doit veiller à rester en conformité sur ce point. Le jour de l'inspection, un tapis tournait à vide en émettant malgré tout des poussières. L'exploitant se doit de ne mettre en marche que les installations effectivement utiles à l'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Pollution atmosphérique – Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 30
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Nonobstant les dispositions de l'article 29, l'exploitant doit réutiliser ou collecter puis épurer les rejets à l'atmosphère de l'installation de concassage criblage et de l'usine de production de carbonates fins.</p>
<p>Constats : Les rejets de poussières sont collectés dans les lignes process et dans les silos de stockage. En ce qui concerne les lignes de process, les poussières sont alors captées par des filtres à manche dont la maintenance est régulière. Le registre de suivi a été présenté à l'inspection.</p> <p>Les poussières des silos de stockage sont quant à elles récupérées par des filtres à poche. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un registre de suivi de la maintenance de ces filtres à l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place la maintenance de ces filtres.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Pollution atmosphérique – Normes de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 31
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Conditions de mesures</p> <p>Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :</p> <p>Filtre 1 : paramètre : poussières débit maximal : 1 800 m³/h concentration : 20 mg/Nm³ flux : 0,036 kg/h flux : 0,85 kg/j</p> <p>filtre 2 : paramètre : poussières débit maximal : 8 000 m³/h concentration : 20 mg/Nm³ flux : 0,16 kg/h</p> <p>Constats : Cette prescription n'est plus adaptée à l'installation. Les changements ont été notifiés à l'inspection lors d'un porter-à-connaissance reçu en 2019 et la modification de la prescription sera demandée lors du renouvellement de l'autorisation de la carrière. Les rejets des émissions canalisées ont été analysés par la société DEKRA les 13 et 14 juin 2022. D'après ce rapport, 3 installations ressortent non-conformes à la réglementation (valeur limite d'émission : 20 mg/m³) : - FCB1 concentration en poussières moyenne mesurée 52.2 mg/m³ - HAZEMAG 21.9 mg/m³ - DRAGON 22.2 mg/m³</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit accompagner ses résultats des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence dans les plus brefs délais. L'exploitant doit mettre en place des mesures correctives dans les plus brefs délais. Une attention particulière est portée sur l'installation « FCB1 ».</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Pollution atmosphérique – Contrôle et suivi des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 32
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder à ses frais, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce sur chacun des points à raison d'un contrôle annuel s'il existe des émissions canalisées.</p> <p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont conservés par l'exploitant.</p> <p>Un réseau de surveillance des retombées de poussières est installé au vu d'un projet d'implantation et d'exploitation, établi par un organisme compétent, conformément aux normes NFX 43021, 43023 et 43017.</p> <p>4 points de contrôle au moins seront installés en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont enregistrées en continu.</p> <p>Un rapport synthétise chaque année l'exploitation de ce réseau. Il est transmis à l'inspecteur des installations classées sur simple demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le réseau de surveillance des retombées de poussières, le bilan 2021 (campagnes d'avril 2018 à mai 2021) montre que le seuil de 500 mg/m²/jour pour les jauges en point de type (b) fixé par l'art 19.7 de l'AM du 22 septembre 1994 n'est pas dépassé.</p> <p>Un seul dépassement est à noter pour la jauge témoin, de type (a), la plus éloignée du site en avril 2021. Le rapport indique un temps particulièrement sec et le fauchage de la parcelle à cette période, expliquant ce dépassement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des nuisances par le bruit – Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 33.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Niveaux acoustiques admissibles</p> <p>En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée :</p> <p>65 dB(A) pour la période diurne allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés, 55 dB(A) pour la période nocturne allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que dimanches et jours fériés.</p> <p>Sous réserve du respect de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée.</p> <p>Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : LAeq.</p> <p>L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins 1 h représentative du fonctionnement le plus bruyant de la carrière.</p> <p>Le niveau de pression acoustique de crête généré par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires en limite du site d'exploitation.</p> <p>Constats : Le rapport des mesures de bruit de 2020 a été corrigé selon les demandes lors de la CSS de 2021. Les mesures de bruit en date du 05/10/2022 montrent des résultats ne dépassant pas les seuils réglementaires.</p> <p>Cependant, les mesures ayant été effectuées entre 11 h 30 et 14 h 15, l'exploitant doit justifier qu'il s'agit de la période la plus bruyante du fonctionnement de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des nuisances par le bruit – Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 33.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Contrôles</p> <p>Un contrôle du niveau sonore est effectué dès l'ouverture de la carrière aux différents emplacements définis en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles doivent être renouvelés tous les 3 ans.</p> <p>Les mesures sont transmises dans le délai d'un mois à l'inspecteur des installations classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.</p> <p>Constats : Le rapport de 2020 n'a pas été envoyé à l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant qu'il a l'obligation de transmettre sous un mois ces rapports.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des nuisances par le bruit – Vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 34.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Tirs de mines Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus).
Constats : Les tirs de mines ne sont organisés que les jours ouvrés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des nuisances par le bruit – Vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 34.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Contrôles Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans des conditions définies en accord avec l'inspecteur des installations classées. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans et lorsque les conditions de tirs sont modifiées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ; en cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.
Constats : Les dernières mesures effectuées par la société Titanobel en date du 06/11/2019 montrent que les valeurs limites ne sont pas dépassées. Une nouvelle mesure doit être effectuée en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 38
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000^{ème} de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que des abords dans un rayon de 50 m, - la position des fronts, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages divers visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations diverses. <p>Ce plan est mis à jour une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : Le plan d'exploitation mis à jour en décembre 2021 est à l'échelle 1/1250^{ème}. Hormis ce point, tous les éléments demandés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé figurent dans ce plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 13
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.</p>
<p>Constats : L'inspection du 14/10/2021 avait constaté la non-conformité suivante : « <i>L'exploitant doit être en mesure de localiser les bornes qui délimitent son terrain</i> ». Certaines bornes ont été retrouvées, d'autres non.</p> <p>Le bornage du site doit être refait.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 17
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Un dispositif débourbeur ou une longueur suffisante de chaussée stabilisée, maintenue propre est mis en place sur la voie de sortie pour permettre le nettoyage des roues des véhicules sortant et pallier l'épandage de boue sur la chaussée publique.</p> <p>Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il sera aménagé avec une voie de décélération et une voie de dégagement à gauche en accord avec le conseil général de la Nièvre.</p> <p>L'aménagement de l'accès à la voirie publique fait l'objet d'une convention entre le conseil général de la Nièvre et l'exploitant, ce dernier prend en charge les travaux nécessaires. Un état des lieux de la voie publique doit être établi avant le début de l'exploitation.</p>
Constats : Le jour de l'inspection, la voie publique était propre aux abords du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 35
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure, ...) sont évacués dans ces conditions.</p> <p>Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques et des eaux de crue.</p>
<p>Constats : De nombreux déchets, principalement ferrailles et caoutchouc ont été observés éparpillés sur le site.</p> <p>De l'électroménager est présent au niveau de la benne à ferraille : un micro-onde dans la benne et un lave-vaisselle derrière celle-ci. D'après l'exploitant, cela serait un dépôt sauvage car une partie de l'emprise de la carrière est un chemin communal.</p> <p>Une zone de stockage de déchets du site en dehors du périmètre d'autorisation de la carrière est également existante.</p>
L'exploitant doit nettoyer son site et faire évacuer ses déchets dans les filières appropriées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet